Document generated on 10/12/2024 1:31 a.m.

Liberté

Deuxième partie
Le verdict

Volume 17, Number 5 (101), September–October 1975

Rapport du tribunal de la culture

URI: https://id.erudit.org/iderudit/30964ac

See table of contents

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)
1923-0915 (digital)

Explore this journal

Cite this review

(1975). Review of [Deuxième partie : Le verdict]. *Liberté*, *17*(5), 29–69.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 1975

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Deuxième partie : Le verdict

Souveraineté culturelle et dépendance politique et économique

L'avenir ne peut être prédit
mais il peut être inventé.
DENNIS GABOR

1 — La culture c'est l'affaire de tout le monde

Depuis quelques années, les mots de *culture* et de culturel, dont l'usage avait été restreint jusque là aux intellectuels et aux artistes, sont projetés dans le domaine public et font l'objet d'âpres débats politiques. Au début des années 60, c'est la création au Québec du Ministère des Affaires *culturelles,* la mise sur pied au Canada de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le *biculturalisme* et plus récemment le lancement de la notion de *souveraineté culturelle* par le gouvernement Bourassa. Malgré son entrée dans le domaine public, ce mot de culture reste un des mots les plus mystifiants de notre vocabulaire, non seulement de celui de la langue quotidienne mais de celui de la langue dite scientifique. Puisque la culture fait l'objet de débats politiques, il est impérieux de nous demander quelles réalités sont désignées par ce terme. Il ne serait pas étonnant de constater que certains individus et groupes ont intérêt à jouer sur plusieurs sens de ce mot pour mieux cacher leurs desseins politiques.

Nous sommes convaincus que si nous faisions un sondage sur ce que les Québécois entendent par les mots de culture et d'affaires culturelles, la grande majorité aurait tendance à répondre que la culture c'est l'affaire des gens instruits, des artistes et des intellectuels. Les Québécois n'auraient pas tort puisque pendant longtemps ce fut le seul sens qui ait eu cours ; encore aujourd'hui, c'est cette acception du terme qui prédomine dans la plupart des dictionnaires.

Culture a d'abord désigné, au sens propre, l'action de cultiver la terre ; il en est ensuite venu à prendre un sens figuré, celui de l'action de cultiver l'esprit par la pratique des arts et des lettres. Le petit Robert dit que c'est « le développement de certaines facultés de l'esprit par des exercices intellectuels appropriés ». On voit tout de suite que cette notion de culture introduit une espèce de hiérarchie parmi les citoyens : certains sont très cultivés, d'autres le sont moins et de nombreuses couches de population ne le sont pas du tout. Si l'on s'en tenait à ce sens-là, un ministère des Affaires culturelles aurait pour but de favoriser la création et la diffusion des oeuvres artistiques et littéraires. Nous doutons toutefois que ce soit là l'enjeu du « biculturalisme » et de la « souveraineté culturelle ». C'est sur un autre sens du mot culture que viennent se greffer les débats politiques.

En effet, depuis plusieurs décennies déjà, le mot de culture est employé dans toutes les sciences humaines pour désigner le genre de vie distinctif d'une société ; on parlera de la culture iroquoise, de la culture allemande ou québécoise ; c'est l'ensemble des institutions, des valeurs et des pratiques qui distinguent une société d'une autre. L'économiste français, Jacques Attali, écrit : « Dans toute société, les rapports de l'homme avec son environnement et avec les autres hommes sont régis par un ensemble de représentations, d'attitudes, de comportements communs, leur donnant un sens et constituant, au-delà du sens immédiat du langage, une culture. Un homme agit en fonction de cet environnement symbolique, qui détermine des critères de comportement. »[1] On pourrait proposer

(1) « La Parole et l'Outil » P U F, 1975, pp. 76-77.

d'autres définitions ; c'est plutôt l'affaire de spécialistes. Ne faisons que retenir ici que cette notion de culture et la réalité qu'elle veut cerner — et là-dessus la très grande majorité des définisseurs s'entendent — concerne l'ensemble des conduites individuelles et collectives, autant économiques que politiques et la vie quotidienne autant que la vie intellectuelle. La culture — le monde des valeurs, des représentations, des signes et des symboles — se manifeste dans *l'économique* — définie comme le processus de production des biens et des services — aussi bien que dans le *politique* — défini comme l'organisation du pouvoir. Notons aussi, nous y reviendrons par la suite, que les groupes et les classes dominants ont tendance à vouloir contrôler tout autant la production symbolique — la culture d'une société — que la production économique. Cela s'applique aussi aux sociétés qui en dominent d'autres ; le meilleur exemple, celui qui est le plus près de nous, c'est la domination des Etats-Unis sur le Canada.

Cette définition de culture — employée d'abord par des anthropologues et des sociologues — est en train de passer dans la langue courante de la plupart des pays. Le Québec ne fait pas exception. C'est justement le ministre des Affaires culturelles, M. Denis Hardy, qui l'employait dans un discours à l'Assemblée Nationale, le 4 avril 1974. « La notion moderne de culture s'est considérablement élargie. Même si elle reste liée au progrès des arts, des lettres et des travaux de l'esprit en général, l'action culturelle ne se confine plus, comme elle a eu longtemps tendance à le faire, dans les raffinements du goût et l'étendue de l'érudition. La culture représente également l'ensemble des signes, des modèles, des comportements et même des règles qui permettent à une société de se reconnaître et de se définir. La culture n'est plus seulement synonyme de compétence et de savoir, mais également une manière de vivre et de communiquer. Dès lors une politique culturelle doit être à la fois une politique de la personne et une politique du groupe humain » Cette définition est sensiblement la même que celle que nous avons reproduite plus haut. Donc pas de querelle là-dessus. C'est reconnaître que la culture, ce n'est pas seulement l'affaire d'une minorité de citoyens qui oeuvrent dans les arts et les lettres mais de l'ensemble des Québécois,

de tous et de chacun d'entre eux, qui y sont impliqués non pas seulement à certaines occasions mais tous les jours de la vie et à longueur de journée. La culture ce n'est pas une partie de la vie, c'est la vie même d'une société. C'est assez dire l'importance que tous les Québécois doivent attacher à tout ce qui a trait à la culture, au développement culturel et à la souveraineté culturelle. Pas de culture québécoise, pas de Québécois ni de Québec ; tout au plus une région administrative des Etats-Unis ou de leur satellite, le Canada.

2 — La culture québécoise à travers l'histoire

Depuis quand y a-t-il des Québécois et pourquoi y a-t-il des Québécois ? Il est bien évident que les Québécois n'ont pas attendu les sociologues ni M. Hardy « pour se reconnaître et se définir » comme Québécois. Cette culture québécoise est déjà en cours de formation pendant le régime français (1608-1760). Au début, vivent sur la terre du Québec des colons français qui viennent de diverses provinces de France. Obligés de mener ici une vie collective de coopération et d'entr'aide devant les nouveautés et les dangers de cet immense continent, ceux qui choisissent de s'établir ici en permanence — les habitants — en viennent à fondre progressivement dans leur pratique quotidienne la plupart des différences de langue, de traditions et de coutumes qu'ils avaient apportées de leur province d'origine. Il subsistera certes des particularismes, mais petit à petit se forme un groupe dont les façons de parler, de faire et de vivre auront tendance à s'homogénéiser. Par rapport aux Français qui ne font que passer ici, les habitants de la Nouvelle-France commencent à se reconnaître et à se définir comme différents d'eux. C'est la culture québécoise qui se forme, c'est l'appartenance à un groupe déterminé qui commence à se manifester, c'est une identité collective qui se développe. On voit dès lors que dans cette culture naissante, toute la vie quotidienne y passe : conduites économiques, politiques, religieuses, linguistiques, toutes seront affectées d'un coefficient différentiel par rapport à tous les autres groupes. C'est dire que c'est une ethnie en formation ; cette ethnie

deviendra nation le jour où elle aspirera au pouvoir politique souverain.

A la fin du régime français, les 65,000 Québécois qui vont demeurer ici se considéreront comme un peuple distinct.

La culture québécoise en danger de mort

Quelles sont les conséquences de la conquête anglaise (1760) sur cette ethnie en formation ? Si la culture est une façon de se reconnaître et de se définir, la conquête accentue et renforce les sentiments d'appartenance et d'identité des Québécois. Les autres, contre lesquels ils vont se définir dans cette situation coloniale, ce sont des groupes dont les différences avec eux-mêmes sont beaucoup plus fondamentales que celles qu'ils percevaient chez les Français ; ce sont des étrangers et des conquérants contre lesquels, avec les années, ils en viennent à se définir comme une nation, à définir un projet collectif global, celui de l'indépendance politique. L'isolement où ils sont, et que les conquérants encouragent, accentue encore les caractères distinctifs de leur culture. Dans ce continent qui s'apprête à devenir la terre élue du capitalisme mondial, les Québécois sont démunis de pouvoir politique, pauvres et sans moyens militaires et financiers. Leur projet d'indépendance sera réprimé dans le feu et le sang en 1837-38.

Pour la première fois, à partir de 1841, après l'Union des deux Canadas et le rapport Durham, les Québécois sont menacés collectivement de mort, de mort culturelle. Les Anglais et les Canadiens ont décidé de les dé-culturer, c'est-à-dire de les assimiler, de leur enlever leur « caractère national ». Qu'est-ce à dire ? Un sociologue anglais, Duncan Mitchell définit ainsi « caractère national » : « ensemble relativement stable de traits de personnalité, de traits et d'institutions culturels qui, par leur fréquence et leur distribution, sont suffisamment particularisés pour distinguer une société d'une autre »[1]. On verra que cette menace et la politique qui veut réaliser cette assimilation sont les mêmes aujourd'hui. Les parades que les Québécois ont mises sur pied au XIXe siècle, pour résister

(1) Dictionary of Sociology, Chicago, 1968, p. 123.

à ce génocide, ne sont plus efficaces aujourd'hui. On verra pourquoi.

Après 1840 et 1867, que reste-t-il aux Québécois devenus minoritaires dans des Etats qu'on fabrique de toutes pièces pour mieux les assimiler, selon les recommandations de Lord Durham ? La politique et l'économique leur échappent ; ce sont les autres qui dominent et exploitent les Québécois. Les classes dominantes des francophones, le clergé en tête, font le pari de conserver, malgré tout, certains éléments culturels, dont la religion et la langue sont les pièces principales. Elles y parviennent assez bien. Le Québec reste catholique et français. Jusqu'à la deuxième grande guerre mondiale, il semblait qu'il devrait toujours exister à l'extrême nord-est de l'Amérique du Nord, un peuple dominé et colonisé politiquement et économiquement et qui garderait la langue française et la religion catholique ; cette survivance se continuant dans un isolement et un immobilisme sécurisants. On se retrouve, en 1939, dans un pays, le Québec, dont la politique est dirigée par le Canada, l'économie par des capitalistes anglophones des Etats-Unis et d'un peu partout et où certaines institutions culturelles sont maintenues par le clergé et des couches de la petite bourgeoisie.

Après la guerre, apparaissent, suite à un développement vigoureux de l'industrie et de l'économie ainsi qu'au brassage démographique provoqués par la production de guerre, de nouvelles couches sociales qui veulent moderniser le Québec, sans remettre, elles-mêmes, en question la domination politique et économique du pays. N'empêche que cette critique interne de la société québécoise qui commence après la guerre devait finalement, comme aboutissement, remettre en cause toute la situation coloniale d'ici. Dans les années 50, les contestataires libéraux soutenaient implicitement, et explicitement quelquefois, que l'état d'arriération dans lequel se trouvait le Québec dépendait des élites francophones qui, au lieu de se lancer dans l'exploitation des ressources naturelles et des hommes, avaient contribué à maintenir le peuple dans l'ignorance et les chimères. On peut, en effet, penser que certains individus se seraient enrichis davantage et plus vite s'ils avaient mieux collaboré avec les dominants. Il est douteux, toutefois, que

dans l'ensemble le cas du Québec soit différent de celui des autres peuples colonisés ; les structures de domination économique et politique qui sont en place produisent chez les dominés des phénomènes de conservatisme, d'isolement et de stagnation. Et cela s'explique facilement. Pour permettre aux dominants l'exploitation des travailleurs — le « cheap and reliable labour » dont ont longtemps parlé les gouvernements québécois — il faut de toute évidence maintenir un décalage économique et culturel constant entre eux et les indigènes. Autrement, le phénomène de dépendance cesserait vite d'exister. Chez les dominés, les classes dirigeantes ont pour fonction de voiler la domination politique et économique pour pouvoir agir comme intermédiaires entre dominants et dominés et acquérir pouvoir et prestige dans certains domaines de la production symbolique, éducation et religion par exemple. C'est là un raccourci de l'histoire de la culture québécoise jusqu'en 1960.

La Révolution Tranquille et la prise de conscience de la domination

On sait fort bien que si l'on commence à dévoiler un petit morceau d'une situation coloniale, à plus ou moins long terme c'est l'ensemble qui sera révélé dans toute son ampleur. Il semble bien que c'est ce qui s'est passé au Québec depuis vingt-cinq ans. Dans les années 50, ce que les critiques de la société québécoise ont démontré, c'est l'état d'arriération générale du pays ; ce retard était jugé dans l'optique des sociétés capitalistes industrialisées. Ce retard historique a d'abord été imputé aux élites traditionnelles, particulièrement à l'Eglise et aux dirigeants politiques, qualifiés globalement de « rois-nègres ». Au début des années 60, sur la lancée de la modernisation de certaines institutions — éducation, fonction publique, entre autres — on commença à se demander si la cause de notre « retard historique » n'était pas grandement imputable à l'état de dépendance politique et économique dans lequel avait toujours été maintenu le peuple québécois. S'ensuivirent la formation de mouvements et de partis politiques qui préconisèrent l'indépendance politique et la réforme des institutions socio-économiques du pays. En 1973, 38% des francophones québécois appuient le Parti Québécois. Depuis lors, le gouver-

nement Bourassa qui préconise le statu quo s'est lancé dans ce qu'il appelle la conquête de la « souveraineté culturelle ». Nous retrouvons des notions et des phénomènes dont nous avons parlé plus haut.

3 — Qu'est-ce que la souveraineté culturelle ?

Voici ce qui semble être la logique du gouvernement Bourassa : le Québec n'est souverain ni politiquement (organisation du pouvoir) ni économiquement : nous n'y pouvons rien ; il est toutefois un domaine où le Québec doit être souverain, c'est celui de la culture. Il faut examiner très attentivement cette proposition car elle semble bien être le dernier retranchement des fédéralistes québécois.

Comme M. Bourassa semble réclamer cette « souveraineté culturelle » contre Ottawa, il faut d'abord nous demander ce qu'en pense le présent gouvernement du Canada. Peut-être s'agit-il, en effet, d'une autre négociation « fédérale-provinciale » dont notre histoire est jonchée. N'observons ici que, quelle que soit l'issue de ces négociations, l'Etat du Québec continue de se dégrader : ressources, patrimoines et hommes.

Dans le cas de la culture québécoise, les choses commencent bien à Ottawa. Devant la turbulence des Québécois du début de la Révolution tranquille, le gouvernement canadien que dirigeait un anglophone, M. Lester B. Pearson, met sur pied, en 1963, une commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme au Canada. C'est rassurant ! On est au moins sûr, au départ, qu'il y a deux langues et deux cultures, la langue française et la langue anglaise, la culture canadian et la culture québécoise ou, à la rigueur, canadienne-française. Le rapport préliminaire que la commission publie en 1965 en remet ; il parle non seulement de deux langues, de deux cultures, mais de deux nations et de deux sociétés. Tous ceux qui, au Québec, croient encore que tout peut s'arranger avec le Canada jubilent en lisant la dernière phrase du Rapport préliminaire, *les commissaires parlent de négociation « qui doit impliquer la totalité des deux sociétés qui coexistent au Canada »* (p. 136). Il était temps d'y mettre le holà car si deux *sociétés* négocient, la société dominée risque de ne l'être

plus et le Canada perd une belle colonie intérieure. C'est ce que le successeur de M. Pearson comprit vite.

Quand vint donc le temps d'appliquer les recommandations de ce volumineux rapport, le premier ministre canadien, un bilingue cette fois, M. Trudeau, ne se laissa pas prendre à ce petit jeu des dualités en escalade et rétrograda non seulement par rapport à la négociation des deux sociétés dont avaient parlé les commissaires, mais par rapport à M. Pearson lui-même. La seule dualité que M. Trudeau consentit à reconnaître au Canada c'est celle des langues. Précisons qu'il s'agissait de l'anglais et du français, et non pas comme cela aurait pu être le cas, de l'anglais et du chinois. C'est toujours ça de pris, dirent les fédéralistes inconditionnels. M. Trudeau entreprit de « bilinguiser » la fonction publique du Canada et de créer ce qu'on a appelé dans le jargon administratif des « districts bilingues ». Aux dernières nouvelles, en 1975, il paraît que même ces mesures ne marchent pas très fort ! Finies les deux cultures, finies les deux nations, finies les deux sociétés ; en un mot, finies les folies !

Pour remplacer tout ça, il y aura au Canada, dit M. Trudeau, du « multiculturalisme ». N'est-ce pas le comble de la générosité : plus de culture dominante ni de culture dominée mais un nombre illimité de cultures qui sont toutes égales. C'est le comble de la démocratie. Invention à classer dans les manuels comme une contribution majeure à la paix mondiale ! M. Pearson avait eu, en son temps, le Prix Nobel de la Paix, pour beaucoup moins que ça !

Qu'est-ce que ce sac enfariné du *multiculturalisme* cache donc ? Quel piège ? Quelle arme meurtrière ? Le plus paradoxal, c'est justement qu'il ne cache rien ; il révèle, au contraire, non seulement la réalité canadienne mais la visée ultime de Lord Durham qui n'a jamais cessé d'habiter les gouvernements canadiens. Et encore ici, la logique de M. Trudeau est impitoyable et imprenable. Qu'est-ce à dire ? Tout simplement ceci : de même qu'il ne saurait y avoir qu'un Etat, qu'une économie, qu'une société, qu'une nation, de même il ne saurait y avoir qu'une culture. Et vu dans l'optique canadienne tout cela est rigoureusement vrai. Dans les interstices de ce monu-

mental édifice qu'est le Canada, auront droit de croître certains traits culturels des « ethnic minorities » qui ajouteront de la couleur et du pittoresque à la grise réalité canadienne. Quoi de plus divertissant qu'une danse ukrainienne, une sculpture esquimaude, des plumes amérindiennes, un restaurant italien, une partie de bière allemande. On encouragera ces minorités à conserver précieusement leur culture. Les Canadiens français doivent continuer à se rassembler autour d'un bon repas de fèves au lard. Il existe des subventions fédérales pour encourager tout ce multiculturalisme. C'est là la politique officielle du gouvernement canadien. Balayée d'un haussement d'épaules, les deux cultures, les deux nations et les deux sociétés de la BB. Et vive la souveraineté culturelle des Finlandais de Toronto !

A quoi rime donc la souveraineté culturelle de M. Bourassa ? C'est l'un des plus grands mystères de ce pays. Rabroué par ses grands frères quand il en parle, il ne continue pas moins d'en parler. C'est comme une espèce d'espièglerie, de pied-de-nez qu'il semble lancer pour dérider ses auditeurs. M. L'Allier a cru dans le slogan de M. Bourassa. En juillet dernier, il est aller raconter ses grands desseins à M. Pelletier. Verte semonce du grand frère et renvoi de la balle à M. Bourassa. Alors, où est le mystère ? Quel est le dindon de la farce ? Les Québécois comme toujours !

Nous soumettons respectueusement à M. Bourassa qu'il devrait continuer à prendre des leçons de politique de ses grands frères canadiens car ils ont encore beaucoup à lui enseigner. Et en tout premier lieu cette vérité sur laquelle toute leur politique s'appuie et que M. Bourassa s'acharne à ne pas comprendre : *c'est que la souveraineté n'est pas divisible.* Le politique, l'économique et le culturel sont liés dans le vécu des sociétés et des individus et s'interinfluencent réciproquement. Pourquoi s'imaginer que le gouvernement du Canada céderait la souveraineté culturelle à quelque autre instance politique ? M. Trudeau ne veut pas le faire et, de son point de vue, il a raison. Allons plus loin ! Supposons qu'à la place de M. Trudeau siège un premier ministre plus souple, moins arrogant, moins intellectuel, plus pragmatique, M. Pearson, par

exemple. Il dit aux Québécois et à M. Bourassa « vous êtes souverains culturellement ». Dans l'état présent de dépendance politique et économique du Québec, la souveraineté culturelle serait un leurre car le Québec ne saurait l'exercer. C'est ce que nous allons tenter de montrer.

4 — La souveraineté est indivisible

La position du gouvernement canadien est nette et cohérente : la souveraineté est indivisible. En effet, de même que le Canada ne peut évidemment pas accorder la souveraineté politique au Québec sans se détruire comme Etat, ainsi il ne peut se retirer au Québec de ce qu'on appelle vaguement le champ culturel sans qu'à plus ou moins long terme, il soit contraint de lui accorder la souveraineté politique, c'est-à-dire de se détruire comme Etat régnant sur le Québec. Les fédéraux voient clairement les choses ainsi et leur position est logique. Eux qui sont élus pour faire échec à l'indépendance du Québec n'ont pas tendance à se payer de mots car ils voient mieux que M. Bourassa quelles réalités se cachent derrière ces mots.

Pourquoi la souveraineté n'est-elle pas divisible ? Ce n'est pas pour des raisons théoriques ou juridiques mais tout simplement parce que dans la *réalité* les phénomènes que l'on distingue pour fins d'analyse ou pour mystifier les citoyens sont vécus collectivement et individuellement d'une façon globale et non divisée. Contrairement aux doctrines libérales classiques, il n'y a pas d'une part un homme économique, d'autre part, un homme politique et enfin, un homme culturel mais il n'y a qu'un seul homme qu'englobe, à la fois, la réalité économique, politique et culturelle. En d'autres termes, tout est lié dans la société et il n'existe pas de comportement purement économique ni de comportement purement culturel.

Il nous semble que les Québécois constatent de plus en plus ces faits au sujet de la langue. Pendant longtemps, on a voulu réformer la langue et empêcher les citoyens de s'angliciser, comme si ce phénomène éminemment culturel qu'est une langue, pouvait évoluer en dehors des conditions politiques et économiques d'une société. Pourquoi à Montréal, les immigrants ont-ils tendance à choisir la langue anglaise plutôt que la langue française ? Les critères sont économiques et politi-

ques, tout le monde le sait. Le fait que le gouvernement proclame que la langue française est la langue officielle du Québec ne changera pas grand'chose à la réalité si le Québec continue d'être dépendant politiquement et économiquement du Canada et des Etats-Unis ; la langue française elle-même continuera d'être dominée. La bilinguisation ne peut que conduire à l'anglicisation, si le pouvoir politique et économique reste aux mains des anglophones. La raison pour laquelle Ottawa peut se donner les gants de parler de « multiculturalisme » c'est qu'il exerce un pouvoir politique et économique qui lui permet de poser « de facto » la suprématie de la langue anglaise dans tout le Canada et de la culture canadienne. (Ce n'est pas le lieu de nous demander dans quelle mesure il existe une culture canadienne qui soit distincte de la culture américaine ; pour les Québécois l'effet de la dé-culturation est le même, que ce soit le Canada qui nous la fasse subir pour lui-même ou pour les Etats-Unis.)

Si la culture, comme le dit excellemment le ministre Hardy, est un ensemble permettant aux sociétés de « se reconnaître et de se définir » et que l'action culturelle comporte « une politique de la personne et du groupe humain » comment, dans la réalité, cette politique pourrait-elle faire le départ entre le politique, l'économique et le culturel alors que tout est inextricablement lié ? Les Américains se sont rendu compte au Vietnam que ce peuple n'a pas seulement une langue et une culture différentes de celles des Américains mais que justement parce qu'il a une culture, il a aussi d'autres idées, d'autres valeurs sur la politique et l'économie et que cet ensemble est indissociable. Autrement, les Vietnamiens auraient bien pu dire aux Américains : contrôlez la politique et l'économie, nous nous occuperons de « culture ». La culture est dans le politique et l'économique de même que le politique et l'économique sont dans la culture.

Jusqu'ici nous avons pris pour acquis qu'il existe une culture québécoise comme il existe une culture vietnamienne, par exemple. Peut-être que justement le peuple québécois ayant toujours été dominé politiquement et économiquement ne peut que continuer à être dominé et que, souveraineté ou non, il n'a pas la culture qu'il faudrait pour concevoir et met-

tre sur pied un projet collectif de société. Ultimement, c'est bien de cela qu'il s'agit. L'assimilation et la dé-culturation sont complètes le jour où un peuple ne peut collectivement imaginer et essayer de réaliser une autre vie collective. En effet, si la culture d'un peuple représente, d'une part, un ensemble relativement stable d'idées, de valeurs, de symboles et de normes, il faut, d'autre part, qu'elle se développe et continue à créer des formes de vie qui soient en continuité avec ce qu'elle est. Autrement, c'est l'érosion et, à plus ou moins long terme, c'est la mort. Implicitement et explicitement c'est ce que les fédéralistes envisagent pour le Québec. Tout au plus une très grande Louisiane !

Aujourd'hui, certains Québécois, parmi les plus conservateurs font comme si la culture québécoise n'existait plus. Ce jugement s'explique par l'idée qu'ils se font d'une culture. En effet, si, à l'instar de certains anthropologues, on définit une culture en énumérant un certain nombre d'institutions ou de comportement *concrets,* qui ne voit pas que, dans une période de brusque transformation de la société, les traits dont on se servait pour définir cette société venant à s'éroder ou à disparaître, la culture cesse d'exister. C'est ainsi, par exemple, que ceux qui définissaient la culture québécoise par la religion catholique, la langue française, la fertilité des femmes, le traditionnalisme, l'amour de la famille, de la parenté et de la paroisse, la docilité des ouvriers, s'inquiètent du peu de réalité de la culture québécoise quand ils s'aperçoivent que ces institutions et ces conduites existent de moins en moins. Ceux-là qui gardent encore confiance au Québec exhortent leurs concitoyens à retourner vivement aux institutions et aux conduites qui, disent-ils, ont fait leur force dans le passé. Les autres jetteront le manche après la cognée et s'intégreront de plus en plus à la culture américaine.

Il est intéressant de constater que ces opinions sont émises sur le peu de réalité de la culture québécoise dans une période où on a cessé de se demander s'il existe une littérature, une peinture, un cinéma, une chanson, un théâtre québécois ; ce n'est pas un hasard si l'on ne dit jamais qu'il existe une politique, une économie, une technique distinctement québécoises. Pourquoi ? Dans les domaines où existent encore la

possibilité de s'exprimer, les Québécois font preuve de grande vitalité et de créativité ; dans les domaines d'absolue dépendance, le champ est occupé. Qu'en conclure ? Il existe donc encore une culture québécoise puisqu'en certains domaines, elle donne des fruits nombreux et bien distincts. S'il continue donc à exister une culture québécoise, c'est qu'elle déborde les traits concrets qui servaient à définir cette culture. Alors qu'est-ce qu'une culture ? La question est autant théorique que pratique. Ce n'est qu'assez récemment, à la suite des travaux de Piaget et de Chomsky, par exemple, qu'on en est venu à considérer qu'une culture ne consistait pas d'abord en une série d'institutions et de comportements mais qu'elle se définissait par un ensemble de structures mentales et affectives qui peuvent donner naissance à des institutions et des comportements autres que ceux qui existent à un moment donné ces structures comportant en elles-mêmes des règles de changement et de transformations qui délimitent leur seuil de tolérance envers d'autres institutions et d'autres comportements. En d'autres termes, une culture continue d'exister, même quand les conditions d'existence changent, parce que les individus et les collectivités créent d'autres types d'institutions et de comportements qui sont en continuité avec leurs structures mentales et affectives. Ces structures étant, elles-mêmes, le produit de l'histoire, de l'environnement et des contacts avec d'autres cultures. Une culture cesse d'exister le jour où les hommes qui en sont les porteurs étant submergés par d'autres collectivités, porteurs d'autres structures mentales et affectives, ne peuvent réinterpréter les emprunts selon leur code propre et ne peuvent plus créer de solutions originales dans la conduite de leur vie collective. Est-ce aujourd'hui le cas des Québécois ? Dans leur vie quotidienne comme dans certaines productions symboliques, ils continuent d'apparaître et de se penser différents des Européens et des Américains ; il semble bien qu'il existe encore aujourd'hui une culture, bien qu'elle soit mutilée et aggressée de plus en plus.

A supposer que l'on soit d'accord qu'il existe toujours une culture québécoise, rien ne garantit qu'elle puisse continuer d'exister dans le monde de 1975 dont les conditions d'existence sont radicalement différentes de celles que le Québec a connues

dans les siècles passés. Qu'une culture perdure dans l'isolement peut sembler miraculeux ; n'a-t-on pas, en effet, parlé de miracle à cet égard ? Mais il peut s'expliquer par les « deux solitudes » dont parle McLennan. Encore jusqu'à naguère, les conquêtes politiques et économiques pouvaient amener les conquis à mener une vie rabougrie mais ne visaient pas l'assimilation totale, encore que Lord Durham y ait pensé déjà en 1838. Il n'avait pas les moyens de sa politique. Aujourd'hui ce qu'Enzensberger appelle la « mise en condition » peut être beaucoup plus efficace et beaucoup plus rapide parce qu'on s'attaque à l'âme même d'un peuple : à ses structures mentales et affectives. La domination culturelle est beaucoup plus radicale que ne le sont la domination politique, militaire et économique. L'exploitation économique des ressources naturelles d'un pays et de ses travailleurs se poursuit par la destruction des patrimoines humains et des hommes mêmes. Les moyens de communication dits de masse, les industries dites culturelles et la technologie dite informationnelle viennent compléter la mainmise économique. C'est pourquoi les grandes compagnies multinationales qui se placent au-dessus des Etats nationaux et décident de plus en plus du sort des hommes continuent, bien sûr, d'exploiter l'énergie mais, de plus en plus, envahissent le champ de l'information qu'elles contrôlent chaque jour davantage. Tout ce qu'on demande aux hommes, c'est d'être les spectateurs passifs de leur existence et de se distraire avec les spectacles qu'on leur sert en abondance. Combien de temps va résister « l'ensemble des signes, des modèles, du comportement et même des règles qui permettent à une société de se reconnaître et de se définir » dont parle M. Hardy ? L'aggression culturelle va bien au-delà de l'agression économique parce qu'elle enlève à l'aggressé les moyens même d'une riposte possible. Nul ne niera qu'en l'état actuel des choses, l'école et la police ne soient nécessaires au Québec. Pourtant, c'est un journaliste du sérieux et pondéré *Le Devoir* qui écrivait, en date du 28 novembre 1974, ce qui suit : « Le cinéma est aussi important sinon davantage que l'école et la police dans la préservation et le développement de la vie intellectuelle et de la sensibilité morale et politique d'un peuple ». La culture, telle qu'entendue ici et telle que définie par M. Hardy, ce

n'est pas la cerise sur le gâteau, mais le gâteau lui-même.

A supposer que le ministère des Affaires culturelles soit convaincu des dangers qui menacent la culture québécoise et qu'à plus ou moins long terme il risque de n'y avoir plus d'objet en faveur duquel exercer la fameuse « souveraineté culturelle... » de M. Bourassa, quelle politique devrait-il instaurer pour favoriser le développement de la culture québécoise ? Disons tout d'abord que nous ne croyons pas que le Ministère des Affaires culturelles ait assez de poids dans le gouvernement et le public pour entreprendre une véritable politique de développement culturel. Ce ministère, créé au début des années 60, était désigné, même par le gouvernement libéral qui l'avait mis sur pied, comme la « bébelle à Lapalme », du nom de son fondateur et premier titulaire, Georges-Emile Lapalme ; il nous semble être toujours demeuré la bébelle de quelqu'un. Allons plus loin et disons tout net que même si ce ministère voulait se donner une politique de développement culturel, il ne pourrait la réaliser seul parce que la culture québécoise transcende et implique tous les autres ministères. Rien ne sert d'avoir une politique en éducation, en agriculture, en « affaires sociales » si ces politiques ne sont pas mises en place avec la volonté qu'elles concourent au développement culturel du Québec. Au *Tribunal de la Culture,* le comédien Gilles Pelletier déclarait que la solution réside dans un gouvernement qui soit à la fois économique et culturel, c'est-à-dire qui se soucie autant de développement culturel que de développement économique ? Est-ce possible ? Non.

5 — La créativité, tout comme la souveraineté, est indivisible

Il apparaît que dans les Etats modernes, les deux principaux moyens dont on dispose pour mener une politique de développement culturel sont, d'une part, une politique qui favorise la création d'oeuvres de toute nature qui alimentent et éveillent l'imaginaire social et, d'autre part, une politique qui convie tous les citoyens à devenir actifs et producteurs dans l'incessant processus de la réalisation de toutes les possibilités des hommes. Ce qui veut dire, en bref, qu'il faut favoriser ceux qui sont déjà en aptitude de création et faire en sorte que

leurs oeuvres aident à faire prendre conscience aux autres citoyens, qui, eux aussi, ont un rôle actif à jouer dans la création d'un pays fraternel. Création et animation culturelles sont en constantes relations l'une et l'autre et se nourissent l'une de l'autre. Or, nous affirmons qu'en l'état actuel de dépendance du Québec, le gouvernement du Québec ne peut ni favoriser la création ni l'animation culturelles parce qu'il serait obligé de mettre une limite aux deux actions, sous peine de dévoiler sa servitude et son caractère profondément réactionnaire.

Il n'est pas question de vouloir laisser croire qu'il existerait chez les dirigeants du gouvernement québécois un complot contre la culture québécoise elle-même ; plus simplement, nous croyons qu'étant donné la situation objective dans laquelle se trouve l'Etat du Québec par rapport à ceux du Canada et des Etats-Unis, les hommes politiques qui acceptent cet état de choses ne peuvent pas, consciemment ou inconsciemment, promouvoir des actions, qui, ultimement, serviraient à détruire cet état de dépendance.

Qu'est-ce que le développement culturel ?

Jusqu'ici, il a été question de culture envisagée comme un ensemble de patrimoines humains, comme un héritage que l'on conserve et transmet aux générations qui se succèdent ; c'est un peu la conception qu'avaient nos pères, ceux de la résistance passive devant la conquête et Lord Durham et qui voulaient conserver un héritage ; on retrouve cette volonté dans la tribu de *Maria Chapdelaine* et peut-être aussi dans celle de *Menaud, maître-draveur.* Quelle que soit la situation politique il ne faut pas abandonner cette volonté de conserver les patrimoines ; elle est fondamentale mais ne peut être exclusive.

L'autre notion de culture que nous avons employée, celle de culture-structure, de culture-code est plus explicative, plus savante. Dans la vie quotidienne, dans la vie politique, elle n'a qu'une utilité marginale, si ce n'est que pour faire obstacle aux conservateurs et aux démolisseurs en toutes espèces et leur démontrer qu'une culture possède des aspects stables et permanents qui ordonnent la réalité et font échec au chaos. La

culture, ainsi considérée, désigne une espèce de matrice qui rend compte des ré-interprétations d'éléments étrangers et des institutions qu'un peuple se crée, en vivant sa vie quotidienne.

Quand il s'agit de développement culturel — et jamais autant qu'aujourd'hui faut-il y avoir recours — nous devons faire appel à une autre dimension de l'homme. Les hommes ne font pas que reproduire la structure génétique inscrite en eux comme chez les autres animaux mais ils constituent la seule espèce qui par son action, sa pratique, se fait devenir autre ; l'homme s'auto-crée lui-même. Contrairement aux autres animaux — et c'est là son caractère le plus distinctif — l'homme est un être en devenir, devenir dont il possède de plus en plus la maîtrise. Comme l'écrit Piaget l'homme n'est pas déterminé, ni de l'extérieur ni de l'intérieur, à agir de telle ou de telle façon parce qu'il possède la faculté de transformer et de créer ses propres structures de comportements. Encore ne faut-il pas qu'il abandonne cette unique faculté aux sociétés multi-nationales ni aux hommes d'affaires de son propre pays ! Chez l'homme, il existe toujours un état de tension entre les obstacles qui se dressent contre son action libre : la nature, les structures sociales dont il hérite, les pouvoirs extérieurs à sa société — les Etats-Unis et le Canada par exemple — qui le contraignent et d'autre part, les possibles de son action collective et individuelle qu'il peut réaliser, malgré ces obstacles.

A certaines époques, ce que l'on met en relief dans l'étude de l'homme et de ses sociétés, ce sont les structures sociales, les déterminismes qui façonnent les individus et les collectivités. Dans les périodes de crise profonde — et nul ne niera qu'aujourd'hui nous y sommes tous plongés, quelque grandiose que puisse être le spectacle Apollo-Soyouz — dans les sociétés bloquées et en rapide désintégration, il faut s'interroger davantage sur les possibles culturels que sur la conservation de l'héritage ou sur la culture-code. « Et il est clair, dit le biologiste François Meyer, que la vitesse accélérée des changements soumet aujourd'hui toutes les structures humaines, économiques, politiques, religieuses, culturelles, à de violentes poussées et que des effets de fusion et de rupture sont partout visibles, qui affectent les systèmes traditionnels de pensée et d'ac-

tion »[1]. Il s'agit bien ici, inutile de le rappeler, d'un état planétaire auquel aucune culture n'échappe. Quelles que soient les explications que l'on puisse donner à cet état de crise généralisée, il n'y a à peu près personne qui ne soit convaincu que l'Humanité est engagée dans une période de transition et de mutation profondes. Le Québec de ces dernières années nous montre qu'ici comme ailleurs, et, à certains égards, peut-être davantage qu'ailleurs à cause du nombre et de la qualité des changements et de notre état de dépendance généralisée, nous n'échappons pas, loin de là, à cette crise planétaire.

Si, à d'autres périodes historiques, le développement culturel a voulu dire dépassement des conditions historiques, innovations, création et conscientisation, combien plus vrai et plus nécessaire est-il devenu aujourd'hui ! Comment un gouvernement qui se contente d'administrer son état de dépendance — et qui l'administre mal — peut-il se permettre de promouvoir le dépassement de cette servitude et de favoriser la recherche des possibles sans se nier et se détruire lui-même. Dans l'état de déliquescence où se trouve aujourd'hui le Québec, deux solutions sont possibles : que des hommes forts, partisans du « law and order », tentent de remettre la machine en marche ; ou que l'ensemble des citoyens cherchent ensemble à trouver les moyens de franchir une étape de la construction d'une société libre et fraternelle.

Il est malheureusement à parier qu'encore une fois on aura peur du peuple et que les « rois-nègres » défendront leur pouvoir en brimant non seulement la recherche collective des possibles mais en réprimant ce qu'on est convenu d'appeler « les libertés ». C'est pourquoi quand deux esclaves — dans le contexte québécois, deux rois-nègres — se rencontrent ils disent du mal de la liberté. En bref, quelles que soient les phrases ronflantes que prononcent les hommes du pouvoir sur la culture et le développement culturel, ils ne peuvent absolument pas se permettre de l'entreprendre parce que développement culturel veut dire conquête des possibles de l'homme, c'est-à-dire conquête de plus en plus de liberté.

---

(1) « La Surchauffe de la croissance », Paris, Fayard, 1974, p. 123.

Création culturelle et imaginaire social

« Le possible est la plus lourde des catégories »

Kierkegaard

Le développement culturel s'impose aujourd'hui à toutes les collectivités et à toutes les nations du monde. A la croissance économique et technologique, maîtrisée par les grandes corporations — qui dégrade la nature, les patrimoines humains et les hommes, doit succéder une société où ce sera avant tout le développement et l'épanouissement des hommes eux-mêmes qui comptera, une société où les hommes ne seront plus les jouets des machines mais où les machines et les grandes corporations seront à leur service. Nous sommes entrés dans cette période de transition. Enonçons la nature de cette nouvelle société qui veut naître : elle sera, dit l'économiste Jacques Attali, implosive, décentralisée et autogestionnaire. Pour y parvenir et pour faire en sorte que la transition se passe avec le moins d'à-coups possible, deux grands moyens sont à notre disposition : la création d'un nouvel imaginaire social et l'animation culturelle.

Nous admettons que ce n'est pas un programme de tout repos pour des gouvernements qui vivent dans la servitude et, ce qui plus est, s'y cramponnent parce qu'elle leur assure les miettes de pouvoir que les gouvernements étrangers et les compagnies multinationales leur laissent.

C'est le grand philosophe allemand, Hegel, qui disait que si « vous révolutionnez *l'imagination,* la *réalité* ne tiendra pas longtemps ». Or la création artistique et plus largement la création culturelle ont justement pour fonction de nourrir et de révolutionner l'imaginaire social et de faire apparaître un autre monde possible.

Déjà, en 1969, le rapport de la commission d'Enquête sur l'enseignement des arts mettait en relief l'importance et la nécessité de la création et du développement culturels. « On pourrait affirmer que dans la mesure où le développement toujours plus poussé de la société technicienne a miné les traditions qui incorporaient « les différents buts à atteindre

dans la société globale », ceux-ci sont maintenant en grande partie déterminés par la finalité même des processus cumulatifs de la société : croissance économique et développement technologique. Les buts de la société industrielle avancée, son idéologie sont incorporés dans son système de production même. Dans un tel type de société, les différents agents d'éducation ont jusqu'à maintenant visé à produire un homme *normal,* c'est-à-dire un homme adapté à ce type de société, un homme qui produit et qui consomme comme la société le lui prescrit... Le grand saut que devra accomplir la société de demain, c'est celui du passage de l'homme *normal* à l'homme *normatif.* Selon le biologiste Kurt Goldstein, une existence simplement adaptée peut être celle d'un organisme malade et cependant ajusté à un milieu rétréci. L'homme sain, dit-il, n'est pas l'homme *normal,* mais l'homme *normatif,* l'homme qui peut créer et assumer des normes »[1]. Il s'agit donc aujourd'hui, en cette période de transition et de mutation des sociétés humaines, d'explorer les voies *possibles* de l'autoconstruction par les hommes d'un autre type de société et de culture. C'est dire que l'homme doit conquérir d'autres formes de *liberté.* Nous allons essayer de montrer que la création artistique a un rôle éminemment important à jouer dans cette phase-ci de l'évolution humaine.

Cette importance a été reconnue par maints auteurs et analystes de la condition humaine. « A vrai dire, écrivait Kant, on ne devrait nommer art que le produit de la liberté (...) » L'art correspond au désir freudien, il est au coeur de la créativité, il est projet du possible. Ricoeur dira que l'oeuvre d'art est un « symbole prospectif de la synthèse personnelle et de l'avenir de l'homme ». Ainsi l'oeuvre d'art ouvre l'espace, le champ des possibles. « C'est là que gît l'importance sociale de l'art, écrit Jung, il travaille continuellement à l'éducation de l'esprit du temps en faisant surgir les hommes qui lui font le plus défaut... » Le sociologue Jean Duvignand dit « ... que nous participons à travers le signe que nous adresse l'oeuvre d'imagination à une insaisissable société ultérieure »[2]

(1) P. 38, t. 1.
(2) Rapport p. 82.

« . . . l'art par définition, est liberté. Il est une ouverture sur l'imaginaire, une réorganisation des symboles revivifiés ! Par le fait même d'apparaître, une nouvelle organisation des symboles met en question la nature même de toute codification qui cherche la sécurité dans les signes. Si bien que l'oeuvre d'art traumatise la société et la défie, en l'obligeant à se remettre en question, à se situer en relation avec de nouvelles valeurs. Or cette remise en question est une nécessité vitale pour la société, sans quoi la codification des valeurs est une mort lente et certaine. La Société, comme l'organisme, ne peut survivre qu'en s'ouvrant aux modifications du devenir »[1].

L'art, selon Umberto Ecco, a une fonction libératrice. « S'il en était ainsi, l'art contemporain viserait au-delà du goût et des structures esthétiques, et s'insérerait dans un discours plus vaste : il représenterait pour l'homme moderne une possibilité de salut, la voie en une reconquête de l'autonomie, au double niveau de la perception et de l'intelligence »[2].

Un Etat dépendant et dominé peut-il favoriser la création artistique ?

Si ce qui vient d'être dit de l'art et de la création artistique est juste, si l'art, en dernière analyse est axé sur l'imagination, les possibles et la liberté, on peut se demander si un Etat dominé et dépendant qui ne contrôle qu'une petite partie de sa souveraineté peut favoriser la création artistique. Comme cet Etat et ceux qui le dirigent ont partie liée avec le statu quo de dépendance, la création artistique et le développement culturel qu'elle propulse leur apparaîtront comme des menaces certaines au bon ordre de la société. Quand des cinéastes affirment que l'Etat Québécois a peur du cinéma québécois, peut-être est-ce de cette menace qu'ils parlent ?

A l'occasion de l'Enquête sur l'enseignement des arts au Québec, il a été demandé à des dizaines de créateurs dans plusieurs disciplines artistiques s'il y avait une *relation entre la pratique de leur art et l'éveil d'une conscience québécoise.*

(1) *Ibidem*, p. 83.
(2) *Ibidem*, p. 87.

Nous allons rapporter quelques-unes des réponses que firent ces créateurs.

Cinéma

« Il est indispensable que l'éveil de cette conscience se manifeste et il est fatal qu'elle se manifeste à tous les niveaux, particulièrement dans l'art qui est une façon de la sublimer, de la transformer, de lui donner des formes visuelles pour qu'on puisse la côtoyer, l'assimiler... »
(105 — Réalisateur, Montréal)

« Le développement d'un cinéma québécois... c'est impossible parce que les intérêts étrangers viennent s'établir ici... ce sera une culture des étrangers qui prédominera et non la culture québécoise... le cinéma québécois va être étouffé. »
(112 — Diffuseur et propriétaire de salle, Montréal)

« C'est pour ça que je dis que l'ouverture du cinéma au Québec ce n'est pas seulement l'ouverture du cinéma, c'est l'ouverture du Québec. Je suis persuadé que si dans 10 ans le cinéma n'a pas avancé... le Québec n'aura pas avancé. Parce que vraiment le cinéma synthétise tous les problèmes majeurs de notre société au niveau culturel surtout et économique au niveau communication... »
(101 — Réalisateur, Montréal)

« Sans éveil d'une conscience collective, le cinéma québécois ne peut pas exister... Le cinéma est intéressant dans la mesure où il est lié à un phénomène culturel d'ensemble... le cinéma n'est pas un phénomène bourgeois, c'est aussi un phénomène politique... un phénomène artistique... c'est une volonté d'approfondissement de sa propre conscience québécoise en tant que cinéaste, un approfondissement de la conscience collective. »
(104 — Réalisateur, Montréal)

Théâtre

« ... je pense qu'un public apolitisé est un public qui dénote une certaine pauvreté. Je pense que c'est un public aliéné. C'est le cas du public du Québec à l'heure actuelle. »

— Pourtant voyez-vous une relation entre le théâtre et une conscience collective ?

« J'entends par conscience collective la conscience d'une passion commune pour différents thèmes idéologiques et sociaux, une espèce de prise de possession de l'image qu'on se fait de notre nationalité... les gens doivent se reconnaître au théâtre, et s'ils se reconnaissent, ils auront acquis la certitude d'une culture qui leur est propre, d'une civilisation qui leur est propre.»
(207 — Directeur de troupe, Québec)

« Nous allons avoir une dramaturgie à mesure qu'on va avoir un éveil de la conscience collective... on s'en va vers une identification nationale, collective, et on s'en va vers le public. Mais on fait une erreur : le public n'existe pas. Il existe de petits publics autour de petites organisations, il n'y a pas de public québécois, il est très divisé, on tend vers un public, et je pense que c'est par la culture même, le théâtre, le cinéma, la peinture, etc.... qu'on va réussir à trouver une espèce de dénominateur commun. »
(202 — Ecrivain de Théâtre, Montréal)

« Le théâtre peut apporter aux Québécois les rassemblements, les occasions de se retrouver ensemble, de discuter à un niveau supérieur... Notre rôle est de porter à la scène, au niveau artistique, des préoccupations quotidiennes transposées par l'art...)
(205 — Comédien, Montréal)

La Chanson

— Vous compositeur, voyez-vous une relation réelle ou souhaitable entre l'art et l'éveil d'une conscience québécoise ?

« Ce n'est pas une constatation c'est une volonté. Ce n'est pas nécessairement ça mais je trouve qu'il y a beaucoup d'artistes qui veulent que ce soit cela, donc ça sera ça... je trouve que les peintures de Picasso sont très politiques et parfois de grandes oeuvres d'art, je trouve que les deux ne sont pas du tout inconciliables.

(315 — Compositeur-interprète, Montréal)

« L'art est un moyen extraordinaire pour faire unir les gens, les faire bouger, les faire réagir, et cela dans toutes ses manifestations, je ne parle pas uniquement de la chanson, mais d'une façon globale... définitivement il y a un rapport entre les deux (art et éveil d'une conscience québécoise). Et pourtant qu'est-ce qu'on a fait ? On a fait ce que Paris a fait, il y a 200 ans, Londres, il y a 400 ans, New-York, il y a 100 ans. Et nous, on y arrive ! »

(310 — Diffuseur, Montréal)

« J'ai fait une comparaison, qui était peut-être exagérée, mais j'ai comparé le rôle des chansonniers dans l'évolution du Québec au rôle de Rousseau, Montesquieu, Voltaire dans la Révolution française... les arts doivent participer à l'évolution et même souvent la précipiter... »

(304 — Producteur de disques, Montréal)

« Avant l'Expo, quand on cherchait notre identité, quand on essayait d'être authentique, qu'on cherchait à s'affranchir, qu'on se demandait si on existait vraiment on avait besoin des chansonniers qui nous disaient : oui, on existe, regardez le Grand Nord, regardez le grand 6 pieds, regardez tout cela, oui on existe. Avec l'Expo on a eu la plus belle confirmation de nos réalisations. Et puis maintenant, on n'a plus besoin de ça, mais on a besoin de prouver qu'on est aussi fort que les autres... »

(318 — Auteur-interprète, Montréal)

Musique

— L'éveil d'une conscience québécoise ?

« Je crois que c'est possible, mais seulement à des degrés divers. Je crois que c'est peut-être une des fonctions de la musique. Le cas de Bartok je crois est un cas peut-être pas comparable, mais qui a peut-être certaines affinités avec la situation du Québec. Quand on songe, par exemple, que la vie musicale de la Hongrie qui est un pays très musical, qui a des richesses folkloriques exceptionnelles, si vous songez que

jusqu'au moment de la venue de Bartok et de Zoltan Kodaly, c'est-à-dire au tournant du siècle, 19ième - 20ième siècles, était totalement dominée par la culture germanique, c'est-à-dire que les compositeurs hongrois de l'époque écrivaient comme des compositeurs allemands ; d'ailleurs on parlait allemand dans la haute société ; c'étaient des Allemands qui avaient la responsabilité de la vie musicale jusqu'à ce qu'un compositeur comme Bartok, d'abord en allant puiser aux sources, se rende compte même à son propre étonnement que les richesses de ce pays étaient vraiment incroyables et qu'elles étaient totalement inconnues des villes... C'est peut-être en ce sens-là que la conscience québécoise réalisera la richesse de son patrimoine... »
(422 — Critique, Montréal)

Arts plastiques

« Une conscience québécoise, qu'est-ce que ça veut dire ? C'est qu'on se reconnaît, qu'on reconnaît certaines choses qui sont nôtres, qui nous appartiennent et qui sont des valeurs réelles... il y aura aussi des valeurs qui se rapportent au paysage, mais des valeurs à une façon à nous de voir la vie, et ça se reflète dans l'art ; à ce moment-là, je pense que ça fait partie d'une conscience québécoise. »
(615 — Diffuseur, Montréal)

« Je suis certain que l'éveil québécois qu'il y a actuellement est dû aux artistes... Je crois que c'est par les artistes que l'homme québécois a commencé à avoir son identité et sa propre valeur, sa propre noblesse, qu'il a pris conscience de la collectivité en général... »

— Comment se fait-il que ce soit par les artistes que cette identité se trouve ?

« C'est parce que nous sommes les plus inquiets, les moins résignés. Les artistes sont des êtres qui sont inquiets et qui inquiètent et qui cherchent des réponses, qui parfois en trouvent et qui parfois ne trouvent pas. Ce sont eux qui posent les questions, ce sont eux qui font les révolutions. Ce sont peut-être les plus angoissés, les plus tendus : c'est leur condition même. »
(608 — Créateur, Montréal)

Expériences dans plusieurs média

— Voyez-vous une relation entre l'art et l'éveil d'une conscience québécoise ?

« Certainement je vois une relation très directe. D'ailleurs la révolution dont on parle, celle que l'on dit tranquille, je crois que pour une bonne part elle a été fomentée au départ par des artistes. Je pense par exemple à Borduas qui dès les années 40, publie un manifeste où il critique non seulement les Beaux-Arts mais le système politique, notre système social... »
(704 — Diffuseur, Sherbrooke)

« C'est l'éveil artistique qui est apparu il y a longtemps, sans avoir la possibilité de se montrer, mais dès que ça été possible, la conscience est apparue... Les gens se sont aperçus qu'on était pas si mal, qu'on était pas si bête, on s'en rend compte... »
(708 — Diffuseur, Québec)

« Le renouvellement de l'art, c'est celui de la société québécoise tout entière. J'essaie de vous expliquer un peu ce que je ressens, ce que je pense, ce que je désire, ce que je souhaite, ce qui m'intéresse, c'est ça. C'est tout ce changement qui est en train de s'opérer dans le Québec... ce n'est pas seulement monter un petit spectacle ou faire un concert, c'est beaucoup plus vaste, c'est tout ce renouvellement, cette société nouvelle, cette conception de la vie qui change et, actuellement, tout mon travail, les manifestations culturelles, je pense que ça peut avoir beaucoup d'importance dans un renouvellement, dans un sens très général de la vie des gens. »
(715 — Diffuseur, Montréal)

« Je pense que ça ne sert à rien de penser à devenir une nation forte, une nation puissante ou même intellectuellement très développée si nous ne songeons pas à la culture. C'est la base. »
(704 — Diffuseur, Sherbrooke)

« Une civilisation peut commencer par un poème. Les révolutions ont eu souvent un poème pour point de départ.

Dans le Québec, c'est un peu ça. Les poètes ont joué un rôle important, les peintres aussi. Les artistes d'une façon générale, c'est un peu toujours les ferments, la révolte, l'éclatement. Cette notion de libération, c'est quand même les artistes qui en ont les premiers apporté le message... »

(715 — Diffuseur, Montréal)

« La culture n'est plus un luxe, c'est une nécessité. »

(709 — Diffuseur, Jonquière)

Michel Brûlé qui analyse l'oeuvre du cinéaste québécois, Pierre Perrault, écrit : « On ne saurait opposer radicalement le réel à l'imaginaire. Il nous semble beaucoup plus exact de considérer le réel comme de l'imaginaire partiellement réalisé et cristallisé. Quant à l'imaginaire, il est sous un certain angle tout à fait réel, et, sous un autre, dépassement et préfiguration possible d'une nouvelle réalité. C'est ce rapport permanent entre le réel et l'imaginaire qui fait la richesse du cinéma. » Et plus loin, Brûlé écrit : « La question centrale qui préoccupe Perrault et à laquelle son oeuvre cinématographique essaie de répondre concerne donc la suite de ce monde qui s'appelle le Québec. »[1] Ce que Brûlé dit de l'imaginaire et de Perrault on pourrait le dire des chansons de Vigneault, du théâtre de Tremblay, par exemple, qui tissent un imaginaire social qui s'interroge sur « la suite du Québec ».

Ces quelques témoignages tirés d'un vaste ensemble montrent bien que les gouvernants d'un Etat dominé et dépendant ont toutes les raisons du monde de se méfier de la créativité artistique parce qu'on y parle beaucoup trop de changement, de prise de conscience, d'identité, d'évolution et de révolution. Même si ceux qui détiennent le pouvoir à Québec finissaient par admettre qu'il leur faut s'occuper de la création artistique et l'aider, ce serait alors sous la haute surveillance de l'Etat qui veillerait à ce que les oeuvres produites ne servent qu'à divertir les citoyens et à les détourner de leurs problèmes essentiels, en canalisant leur attention vers les vases grecs et chinois.

(1) « Pierre Perrault ou un Cinéma National » P U M, 1974, p. 10 et p. 137.

6 — Le gouvernement québécois est-il moins menacé par l'action et l'animation culturelles ?

Les créateurs devant être tenus en suspicion, nos gouvernants semblent vouloir porter leur dévolu sur l'action culturelle espérant que cette forme de soutien à la culture leur sera moins dangereuse. Il semble bien, toutefois, qu'ils ont tendance à considérer cette action culturelle comme une espèce d'assistance sociale qui a pour but de maintenir les bénéficiaires dans un état de dépendance envers le gouvernement. L'assurance-chômage n'a jamais eu pour but, que nous sachions, de fomenter des changements sociaux ni d'aviver la conscience sociale des citoyens.

Nous sommes d'opinion qu'encore ici le gouvernement ne peut faire de la véritable action culturelle car ultimement, l'action et l'animation culturelles débouchent, à plus ou moins long terme, sur la conscientisation politique. Or comme la souveraineté et la créativité, la conscientisation est indivisible ; de même, on ne peut empêcher les citoyens de prendre progressivement conscience de l'état de dépendance généralisée du Québec.

L'un des phénomènes les plus importants de ces dernières années dans beaucoup de pays et particulièrement au Québec, c'est que de plus en plus de citoyens deviennent conscients de leur état d'exploitation et d'aliénation et veulent reprendre en mains leur propre destin. Ils ne veulent plus être des consommateurs passifs fût-ce des créations artistiques — mais s'impliquer comme individus faisant partie de collectivités locales dans la construction de leur vie quotidienne et de leur culture. Ces mouvements constituent une des réponses les plus prometteuses à la « société du spectacle » mais ils ne sont pas sans danger pour les gouvernements qui ont tout intérêt à la reproduction de la société, telle que l'ont constituée leurs bailleurs de fonds. La CIA intervient au Chili pour déstabiliser la nouvelle société en train de naître ; l'ITT intervient en Italie pour prolonger l'ancien ordre des choses.

Dans un mémoire des modules d'animation et de recherche culturelles de l'UQAM déposé devant le *Tribunal de la*

Culture, on lit : « Les masses québécoises ne font pas seulement qu'aspirer à leur propre développement culturel, elles ont déjà commencé à organiser ce développement : de nombreux signes attestent qu'elles se sont déjà mises en marche . . . » (p. 1). Certains lecteurs pourraient croire qu'il s'agit de citoyens qui s'organisent pour parfaire leur éducation, comme on dit, pour s'assembler pour fabriquer des bibelots. Parlant de développement culturel, les auteurs du Mémoire cité écrivent : « Pour nous la « Souveraineté culturelle » est d'abord la souveraineté des masses québécoises par rapport à la production et à l'organisation de leur conscience. » (p. 3) On est assez loin de la souveraineté de M. Bourassa et du Ministère des Affaires culturelles ; peut-être est-on plus proche de celle de M. L'Allier.

Dans cette conception du développement culturel, on vise non pas à supplanter la création artistique et culturelle traditionnelle mais à l'élargir. « L'animateur culturel s'intéressera donc d'une manière privilégiée non plus à l'état de conscience sans doute très élaboré mais quand même limité des divers groupes d'artistes ou producteurs culturels spécialisés mais à celui plus large, plus fondamental des diverses couches de la population, concrètement enracinées dans leur région, leurs quartiers, leur histoire. »

Il faut bien nous rendre compte que cette politique du développement culturel est révolutionnaire et qu'elle est une des réponses essentielles à l'aliénation et à l'anomie généralisées de nos sociétés. Alors qu'aujourd'hui la moitié de la société soigne — d'une façon ou d'autre — l'autre moitié n'est-il pas grand temps de permettre aux citoyens de reprendre en mains leur destin non pas en leur faisant consommer de la culture mais en leur permettant d'en créer. Il ne s'agit pas « de vendre des biens culturels » (disques, films, livres, etc.) mais d'amener les gens à manifester leur propre vie culturelle, à participer à la production de leur propre conscience. Autrement le « développement culturel » n'est qu'une mystification, n'est que l'entreprise d'une élite cherchant à faire passer par le biais des artistes (que ces artistes soient les mieux intentionnés du monde ne change rien à l'affaire), dans la tête de

chaque citoyen ses idées, ses valeurs, ses formes de sensibilité et de vie intérieure qu'elle reconnaît comme seules valables. » Ce qui ne veut pas dire, selon les auteurs du mémoire, qu'il faudra cesser de promouvoir ce qu'ils appellent « l'art traditionnel ». Au contraire !

« Ce qu'il y a de caractéristique au Québec c'est que la population, à défaut d'un plan d'ensemble de développement culturel, est passée elle-même à l'action et cherche à se donner, sur ses propres bases, tant bien que mal, les moyens de ce développement, faisant par le fait même ressortir l'absence de l'action gouvernementale, l'absence de toute politique culturelle au Québec. » (p. 9)

Les déchets de la société industrielle

Le Rapport de Rome a mis en évidence que la croissance économique des dernières décennies menaçait d'épuiser les ressources non renouvelables du monde et de polluer l'ensemble de la terre. En d'autres termes, ce type de société non seulement dilapide la nature mais crée d'immenses gaspillages et déchets parce qu'elle est essentiellement mue par l'exploitation de la nature pour des fins de rentabilité économique, c'est-à-dire d'abord l'accumulation du capital. Les occasions de s'enrichir venant à manquer — comme aujourd'hui — la croissance s'arrête. Inflation et chômage.

Il faudrait un autre Rapport de Rome pour montrer que cette forme de société non seulement dilapide, gaspille et pollue la nature, ne croît que par l'accumulation du capital et produit sans cesse plus de déchets mais dégrade les patrimoines humains et créé, de plus, des déchets d'humanité. Une déprédation, celle de la nature, entraîne l'autre, celle des hommes. Les écologistes attirent notre attention sur la dilapidation et la pollution de la nature ; elles s'accompagnent de la dilapidation et la pollution des hommes. Lors de la récente faillite de la ville de New-York, qui n'a pas réfléchi sur ce prodigieux entassement de misères humaines ? Certains camps de concentration sont plus sûrs que la ville de New-York ne l'est aujourd'hui. La ville est polluée, bien sûr. A certains moments, il faut un masque à gaz pour y circuler. Mais même avec un masque à gaz, on risque d'être

assassiné au coin de la rue. Par qui ? Par des catégories de citoyens dont la croissance économique et industrielle a de moins en moins besoin : les jeunes, les Noirs, les Porto-Ricains et les ratés de la croissance. Qui peut se faire assassiner ? D'autres déchets de la croissance : des vieux, des isolés, des femmes, d'autres jeunes, d'autres Noirs, d'autres Porto-Ricains. A-t-on additionné tout ce qu'il en coûte pour maintenir tous les services de police, de surveillance, de thérapie, de redressement, de rééducation, d'hôpitaux, de services sociaux, de recherches spécialisées, de relations publiques, de publicité qui s'efforcent de maintenir la croissance en dépit de cette accumulation de déchets physiques et humains ? New-York a toujours été à l'avant-garde, dit-on, et la croissance ne peut se faire qu'au prix de tous ces déchets. C'est le sort qui attend toutes les autres villes. La Russie qui s'est engagée dans la même voie que la nôtre voit fleurir l'alcoolisme, les camps de concentration et les hôpitaux psychiatriques. Curieusement, ce n'est pas ce qui émeut ceux que nous dirigent. Ils ont l'oeil fixé sur le produit national brut, le fameux PNB. Baisse-t-il, que l'on s'inquiète, pèse sur le bouton inflation ou sur le bouton chômage. Philippe Saint-Marc écrit dans le *Sauvage* de février 1974, à propos de ce PNB : « Si tous les Français étaient, cette année, victimes d'un accident de la route et devaient être amputés d'une jambe, ils seraient beaucoup plus heureux — d'après les économistes officiels —, car ces accidents accéléreraient la croissance économique. Il faudrait en effet fabriquer 50 millions de jambes de bois — d'où une forte expansion industrielle — puis les greffes, d'où un grand supplément d'activités médicales et chirurgicales. Dans l'économie actuelle, les accidents de la route, la pollution, l'alcoolisme, les accidents de travail, la consommation des drogues sont les moteurs de la croissance et donc de la prospérité ». Plus nous sommes malheureux, plus le PNB s'élève, plus nous sommes « riches » ; énorme mystification qui ne trompe d'ailleurs plus que nos gouvernants ». Nous croyons, au contraire, que cette mystification trompe tout le monde. Une fois lue, la charge de Saint-Marc est bien vite oubliée. Le journal nous rappelle que le chômage augmente,

que les époux Dupont viennent d'être assassinés, que les Russes et les Américains se rencontrent dans l'espace, que M. Bourassa réclame la « souveraineté culturelle ». Que viennent faire les jambes de bois de Saint-Marc dans nos préoccupations quotidiennes ? La télévision nous apprend, d'autre part, qu'un spectacle extraordinaire est présenté à Broadway. Qui se soucie alors de l'enfer de New-York ? Depuis deux siècles que l'idéologie de la croissance nous dit qu'il faut arriver seul, devenir des compétences, disait M. Trudeau, que chacun se précipite pour arriver avant l'autre. Qu'importent les déchets ! Après moi, le déluge !

C'est pourquoi l'action culturelle préconisée par des modules de l'UQAM apparaît comme extrêmement subversive. Si les citoyens se mettaient à réfléchir, à acquérir une conscience, qui ne soit pas celle des moyens de communication de masse, qu'arriverait-il donc ? Il est bien évident qu'il existe bien peu de gouvernements, — celui du Québec moins que la grande majorité des autres — qui puissent se permettre d'encourager cette prise de conscience.

Un auteur français, Francis Jeanson, ne voit pas autrement l'action culturelle. Pour lui elle doit favoriser « avant tout la prise de conscience et le pouvoir d'initiative des prétendus intéressés ».(1) Plus loin, il ajoute : « il faut en outre qu'un nombre croissant d'hommes et de femmes soient en mesure de prendre parti pour des structures qu'ils auront eux-mêmes conçues... telle est à mes yeux l'unique fin d'une « action culturelle » ... fournir aux hommes le maximum de moyens d'inventer ensemble leurs propres fins. » (p. 25) On est extrêmement loin de ce directeur d'une entreprise qui soucieux de décourager toute intervention extérieure auprès de « ses » ouvriers répondit à Francis Jeanson : « Quand ils auront besoin de culture, je m'en occuperai moi-même ». (p. 27)

Enfin, nous voudrions citer un dernier texte de Jeanson : « Pour moi, et sans doute aussi pour un bon nombre de mes camarades, le « non-public » c'était *la grande majorité de la population :* tous ceux, hommes ou femmes, auxquels la

(1) « L'action culturelle dans la cité », Le Seuil, Paris, 1973, p. 19.

société ne fournit guère (ou refuse) les moyens « de se choisir librement ». Ce que nous demandions, c'était qu'il puisse « rompre » son actuel isolement, sortir du ghetto, en se situant toujours de plus en plus consciemment dans le contexte social et historique, en se libérant toujours mieux des mystifications de tous ordres qui tentent à le rendre *en lui-même* complice des situatons réelles qui lui sont infligées. Ainsi faisions-nous d'emblée de l'action culturelle « une entreprise de politisation ».

La notion de *politique,* de *politisation* est tellement dévalorisée au Québec — à cause des hommes politiques eux-mêmes — que l'on voudrait que les centrales syndicales même s'en abstiennent : la politique, c'est l'affaire des politiciens d'abord et ensuite de chaque individu isolé qui devrait pouvoir décider quel parti lui apportera plus d'argent. Comment voulez-vous, ensuite, prétendre mêler la politique à la culture, une chose si pure, si désintéressée, si désincarnée qu'elle ne devrait évoluer que dans les plus beaux salons Et capitonnés encore !

L'administration régionale — d'une partie de l'est du Canada — qu'est le Gouvernement du Québec, peut-elle se permettre de favoriser l'action culturelle, « faire une politique de la personne et une politique en groupe humain » comme le dit M. Hardy ? Tout au plus de l'assistance sociale ?

7 — Et les Communications de M. L'Allier ?

Il ne serait peut-être pas exagéré d'affirmer que de tous les combats qu'ont livrés les provinciaux contre les fédéraux, celui du contrôle des « communications » est peut-être le plus important. Nous restons dans le domaine de la culture car qui dit communication dit circulation de l'information, qui dit information dit aussi la denrée la plus précieuse à ce stade-ci de l'évolution de l'humanité. Le plus embêtant pour nous, c'est de constater que si nous savons ce que les fédéraux feront de ces réseaux de communications — consolider leur pouvoir sur l'ensemble du Canada — nous ne savons pas ce que les provinciaux fédéralistes en feraient. Eux qui ont

tout abdiqué, pourquoi pensent-ils que des morceaux des réseaux de communication leur seraient utiles ? C'est un autre mystère qui rejoint celui de la souveraineté culturelle. Ceux qui n'ont pas de projet social global n'ont que faire de réseaux de communications. Nous comprenons fort bien que les fédéraux veuillent s'approprier le contrôle des communications, donc de l'information qui y circule, parce que leur projet est explicite : essayer de bâtir un pays en s'annexant de plus en plus celui du Québec. Encore une fois, c'est logique et cohérent. Quand on accepte de remettre à d'autres le politique et l'économique, il est pour le moins paradoxal de vouloir essayer de contrôler le réseau de communication parce qu'en dernière analyse c'est celui qui détient le pouvoir politique et économique qui décide des informations qui circuleront dans ce réseau de communications.

De plus, il apparaît que le réseau de communications avec ses différents canaux va devenir de plus en plus important à l'avenir non seulement pour permettre la circulation d'informations cybernétiques (de type économique), d'informations sémantiques (scientifique) mais pour la circulation de l'information symbolique et surtout relationnelle. Les deux derniers types d'information concernent plus particulièrement le développement culturel et la société qui est en train d'émerger de la société industrielle avancée. Si l'homme doit devenir un *homme communiquant* et non plus seulement un producteur et un consommateur qui ne communique qu'en échangeant des signes monétaires et des objets, il est bien évident que certains canaux — la câblodiffusion, par exemple — deviendront privilégiés pour véhiculer l'information symbolique et relationnelle. Si d'autre part, la société de demain devient territoriale et se centre autour d'un groupe humain où existe déjà de fortes affinités entre des individus qui ont déjà une culture commune — la nation par exemple — il faudra que la nation contrôle le réseau de communication pour une société implosive, décentralisée et autogestionnaire. C'est dans les limites territoriales dans lesquelles le réseau de communications sera sur pied que les sociétés de demain, davantage encore que celles d'aujourd'hui, auront la chance de devenir

des sociétés à visage humain et non plus des territoires où s'exerce le pouvoir des puissances impérialistes et des sociétés multi-nationales.

8 — La colonisation culturelle par les objets et les formes

François Lamy, un « désigner[1] » québécois, dans un mémoire soumis au GRESC, le 26 mai 1975, écrit : « Se coloniser ou être colonisé par des objets et des formes absents d'un contenu propre à soi, c'est s'aliéner, c'est aussi vivre une mort lente sur le plan culturel. C'est aussi abandonner ce que nous sommes, c'est refuser non pas la tradition mais ce qui est pire, l'esprit de la tradition ». S'il est deux domaines où le culturel, l'économique et le technique sont indissolublement liés, c'est bien ceux du désign industriel et du désign d'environnement. C'est aussi là où l'on voit peut-être le mieux que dans la vie quotidienne tout est lié et que la culture passe dans les objets les plus usuels comme dans les constructions les plus diverses. On s'étonne que certains de nos hommes publics qui se targuent de n'obéir qu'à la froide raison économique ne se soient pas davantage intéressés au « désign » québécois. Il y aurait peut-être moyen pour une fois de faire de l'argent avec la culture et la créativité québécoises. De quoi s'agit-il ? Il s'agit ni plus ni moins de tous les objets manufacturés et construits qui peuplent notre vie quotidienne. Une rapide enquête montrerait que bien peu d'objets de consommation courante, d'équipements collectifs et de constructions ont été conçus et réalisés ici, c'est-à-dire « désignés » ici pour des gens d'ici. Le « désign » c'est justement la synthèse entre la fonction et la forme, entre l'efficacité et la rentabilité, d'une part, et l'harmonie des formes et la beauté, d'autre part. Consommer, utiliser et voir sans cesse des produits étrangers est une autre façon de se perdre soi-même. C'est abandonner à d'autres le

(1) Ce mot est aujourd'hui emprunté à l'anglais qui l'a lui-même emprunté au vieux français, désigner, qui signifiait marquer, définir et, par extension, aujourd'hui, projeter, former, ébaucher.

soin d'imprégner les produits industriels et les constructions de leur propre culture.

On répondra que le Québec comptant numériquement pour presque rien dans cette vaste Amérique du Nord et dans le monde se voit sans cesse imposer des productions étrangères. Et pourtant de petits pays comme les pays scandinaves, la Suisse et la Belgique ont su créer des produits originaux et même les exporter. Le Gouvernement du Québec, étant le plus gros acheteur du pays, pourrait, s'il avait une politique économico-culturelle nationale, susciter la conception et la réalisation québécoises d'équipements collectifs qui, non seulement répondraient à des besoins fonctionnels mais pourraient être imprégnés de nos finalités sociales et culturelles, et qui, à la longue, auraient un effet d'entraînement sur la production des objets de consommation et l'économie en général. Encore faudrait-il que ces finalités sociales et culturelles puissent être conçues et déterminées par le peuple québécois lui-même et non ailleurs.

9 — La colonisation par l'occupation de l'espace

Le directeur de l'Ecole d'architecture de l'Université de Montréal, M. Jean-Claude Marsan, a élargi le débat sur la souveraineté culturelle en déclarant devant le *Tribunal de la Culture* que les Québécois ont perdu le contrôle de l'aménagement de leur espace ; il fut un temps où ils ont créé des formes originales de se grouper et de bâtir parce qu'ils en avaient la liberté ; cette époque engendra une forme d'aménagement du territoire, le *rang*, qu'on ne retrouve nulle part ailleurs, et l'architecture québécoise traditionnelle où se mêlaient d'une façon originale des modèles d'adaptation au milieu physique et des critères esthétiques. Depuis, le soin d'aménager notre espace a été pris en charge par des groupes, étrangers et indigènes, qui n'ont été motivés le plus souvent que par l'appât du profit et la rentabilité maximale plutôt que par les besoins des populations ; les finalités collectives et esthétiques ont fait place à « la piastre à faire vite ». On

voit bien ici que même si le Québec acquérait sa souveraineté politique, le problème de l'aménagement de l'espace ne serait pas réglé tant et aussi longtemps que les citoyens et les collectivités locales resteront à la merci des entrepreneurs de tout acabit qui ne se soucient aucunement de la conservation des patrimoines naturels et humains. La souveraineté politique et partant culturelle ne voudrait rien dire si elle ne devait pas être exercée d'abord par les citoyens et les collectivités qui créeraient leur milieu de vie selon leurs propres finalités plutôt que de se voir imposer celle des spéculateurs.

10 — Le niveau de vie et la souveraineté culturelle

Le premier ministre du Québec déclarait récemment que les Québécois devront peut-être « choisir entre souveraineté culturelle et niveau de vie », c'est-à-dire entre l'appauvrissement progressif s'ils choisissent la souveraineté culturelle et un niveau de vie élevé, s'ils ont le bon sens d'abandonner l'idée de survivre comme peuple, c'est-à-dire l'idée de souveraineté culturelle. Telle serait, selon M. Bourassa, la dure réalité des choses. L'énoncé de cette alternative nous renseigne beaucoup plus sur la vision du monde du premier ministre que sur le choix réel qui est laissé aux Québécois. En effet, les termes de l'alternative — souveraineté culturelle ou niveau de vie — n'apparaissent pas immédiatement comme s'excluant réciproquement, comme dans toute véritable alternative.

Il apparaît d'abord que les pays qui ont le plus haut niveau de vie sont aussi souverains et donc, la souveraineté étant indivisible, souverains culturellement. Que l'on pense aux Etats-Unis, à la Suède, à la Suisse, à l'Allemagne, à la Belgique, au Japon ou à la France, ce sont des pays souverains et qui ont les niveaux de vie les plus élevés. Il ne semble pas non plus qu'il y ait corrélation entre la taille de la population d'un pays et son niveau de vie ; que l'on pense à la Suède, au Danemark, à la Suisse et à la Belgique. D'autre part, on ne connaît pas de peuple dominé politiquement et

donc culturellement qui ait eu un niveau de vie élevé. Voilà pour la généralité des choses !

On rétorquera peut-être que le Québec, faisant partie du Canada qui, lui, est souverain politiquement, a tout à gagner à rester dépendant de cet Etat. Peut-être Porto-Rico a-t-il intérêt à lier son sort à celui des Etats-Unis, encore que Porto-Rico ait accepté librement, après une consultation populaire, de devenir un Etat libre associé des Etats-Unis ; n'empêche que les Porto-Ricains, comme les francophones du Canada, ont un niveau de vie intérieur à l'ensemble des citoyens américains. Si le statu quo était profitable aux francophones québécois, ils auraient le plus haut niveau de vie au Québec ; c'est exactement le contraire, puisque dans l'ordre du revenu moyen des salariés masculins ils arrivent bons avant-derniers, après la totalité moins un — les Italiens — des autres groupes ethniques : Britanniques, Scandinaves, Hollandais, Juifs, Russes, Allemands, Polonais, Asiatiques, Ukrainiens, autres Européens et Hongrois. Ceux qui ont le niveau de vie le plus élevé au Québec s'identifient au Canada — pays de la majorité dominante : ici encore la souveraineté est en corrélation avec le niveau de vie. Allons plus loin ! Au chapitre du niveau de vie — c'est le terrain d'élection du premier ministre — les Canadiens en général ont un niveau de vie de 20 à 25% inférieur à celui de l'ensemble des Américains. Le Canada étant moins souverain que les Etats-Unis (domination économique des E.-U., appartenance au Commonwealth), on aperçoit une corrélation entre souveraineté et niveau de vie, mais dans le sens exactement contraire de celui que le raisonnement du premier ministre sous-entend. Il faut regarder les choses d'encore un peu plus près. Les indépendantistes soutiennent que le Québec est une colonie intérieure du Canada ; la souveraineté réside à Ottawa et non à Québec. Or, il appert que les statistiques afférentes au niveau de vie des Canadiens et des Québécois confirment que moins un peuple est souverain moins son niveau de vie est élevé. Le niveau de vie de l'ensemble des Québécois est inférieur à celui de l'ensemble du Canada et surtout à celui de l'Ontario, le dominant-dominé du satellite américain. En

1975, le revenu des particuliers du Canada était de $4,200, celui de l'Ontario de $4,840 ; au Québec, il n'était que de $3,839 ; pour le moment le Québec n'a ni la souveraineté culturelle ni un haut niveau de vie, par rapport au Canada et à l'Ontario ; les statistiques, quant au revenu personnel, disent la même réalité : en 1973, si l'on représente par 100 le revenu des Canadiens, celui des Canadiens ontariens s'élève à 113 et celui des Québécois baisse à 90. Le moins que l'on puisse dire c'est que l'absence de souveraineté — la dépendance — n'est pas aussi payante que M. Bourassa voudrait le laisser croire.

Quand le premier ministre dit qu'il nous faudra choisir entre la souveraineté culturelle et le niveau de vie, il est loin de manifester un enthousiasme délirant envers le pays et le peuple québécois. Souverain, le Québec verrait son niveau de vie baisser davantage encore, il deviendrait, selon lui, une sorte de Bengladesh nord-américain ; c'est pourquoi il va mendier souvent aux Etats-Unis, exhortant les multinationales à venir exploiter nos richesses naturelles et les travailleurs ; c'est l'éternel « cheap and reliable labour » des Québécois que continuent de vendre ceux qu'André Laurendeau appelait naguère les rois-nègres. Pendant que M. Bourassa et ses ministres assurent le pain quotidien, le maire de Montréal assure les jeux. Comment les Québécois ne seraient-ils pas heureux ? Ils sont bien ingrats ceux qui mettent en doute des politiques si hautement humanitaires ! Au fait, il n'en est rien. Les Québécois et les Montréalais réélisent constamment les promoteurs de cet « Opéra de quat'sous ». Le Québec continue de se louisianiser toujours un peu plus et Montréal serait promis, en Amérique du Nord, au rôle que tient Singapour dans l'Asie du Sud-Est ; il est douteux toutefois que Montréal y arrive jamais puisque l'Etat dont Singapour fait partie est une république indépendante ; son niveau de vie devrait baisser rapidement, si l'on suit le raisonnement du premier ministre.

Il n'est pas sûr, toutefois, que M. Bourassa, contrairement à son habitude de prudence désespérée — style Tchekhov des *Trois Soeurs* — n'ait pas cette fois-ci montré le bout

de l'oreille et même toute l'oreille. Ce à quoi il tient, bien sûr, et qui l'en blâmerait ? c'est le niveau de vie, la souveraineté culturelle n'étant pour lui qu'une coquetterie un peu décadente qui n'apparaît dans aucune statistique. C'est la parade toute trouvée, face à l'opposition souverainiste grandissante de l'électorat. Lorsque, comme toujours, dans un dossier ou un autre des relations fédérales-provinciales, il abdiquera devant les fédéraux, sa porte de sortie sera toute trouvée : « la vraie réalité c'est le niveau de vie. La souveraineté culturelle, c'est un luxe que nous ne pouvons pas nous payer », admettant ainsi que son alternative — souveraineté ou niveau de vie — n'était pas une vraie alternative, mais un quelconque épouvantail pour « faire peur au monde ».

La vraie alternative est aujourd'hui le contraire de celle de M. Bourassa : dépendants, les Québécois courent au génocide et en plus ils ont un faible niveau de vie ; souverains, ils possèdent les outils pour redresser leur situation nationale et augmenter leur niveau de vie.